



Abdelhakim Hammoudi Cristina Grazia • Yves Surry



Régulation, analyses économiques et retours d'expérience



www.editions.lavoisier.fr

Direction éditoriale : Emmanuel Leclerc

Édition : Céline Poiteaux Fabrication : Estelle Perez

Couverture : Isabelle Godenèche

 $\ \, {\mathbb O}$ 2014, Lavoisier, Paris

ISBN 978-27430-1561-9

Liste des auteurs

Lahsen ABABOUCH	Ruth NYAGAH
Organisation des nations Unies	AfriCert Ltd
pour l'Alimentation et l'Agriculture	Nairobi, Kenya
Rome, Italie	Mechel S. PAGGI
Magda AGUIAR FONTES	Center for Agricultural Business
Faculdade de Medicina Veterinária Technical University of Lisbon	Fresno, Californie, États-Unis
Lisbonne, Portugal	Marco PALMA
	Texas A&M University College Station, Texas, Etats-Unis
Sylvie COULON Commission européenne	
Bruxelles, Belgique	Luis RIBERA Agricultural and Food Policy Center
Eric Giraud-HÉRAUD	College Station, Texas, États-Unis
INRA	Elodie ROUVIÈRE
Ivry-sur-Seine, France	AgroParisTech-GEau
Cristina GRAZIA	Montpellier, France
Université de Bologne	Bruno SCHIFFERS
Bologne, Italie	COLEACP-PIP et Gembloux Agro-Bio Tech
Abdelhakim HAMMOUDI	(Université de Liège)
INRA	Gembloux, Belgique
Ivry-sur-Seine, France	Alexandra SEABRA PINTO
Oualid HAMZA	INIAV
INRA	Oeiras, Portugal
Ivry-sur-Seine, France	Gretchen H. STANTON
Ronald D. KNUTSON	Organisation Mondiale du Commerce
Agricultural and Food Policy Center	Genève, Suisse
College Station, Texas, États-Unis	GUY STINGLHAMBER
Abderraouf LAAJIMI	COLEACP-PIP Bruxellles, Belgique
INAT Tunis, Tunisie	
	_Julie SUBERVIE INRA
Karine LATOUCHE INRA	Montpellier, France
Nantes, France	Yves SURRY
Véronique LE BAIL	Université des sciences agronomiques
CSIF	de Suède
Rungis, France	Uppsala, Suède
Stefano MIGLIORE	Selma TOZANLI
INRA	CIHEAM-IAMM
Ivry-sur-Seine, France	Montpellier, France
Layachi Mohamed NAJIB	Isabelle VAGNERON
EACCE	CIRAD UMR-MOISA
Casablanca, Maroc	Montpellier, France
Cheikh NGANE	George WATENE
CFAHS	4C Association
Dakar, Sénégal	Kenya
Isabelle NUTI	Fumiko YAMAZAKI
Délégation de la France auprès de l'OMC	Center for Agricultural Business
Genève, Suisse	Fresno, Californie, États-Unis

Table des matières

Introduction. Sécurité sanitaire des aliments, commerce et développement. Débats actuels et avancées de la recherche économique	13
Abdelhakim Hammoudi, Cristina Grazia et Yves Surry	
Chapitre 1. Quelle légitimité à la réglementation SPS européenne ?	20
Une approche d'économie industrielle	29
1.1. Introduction	29
du marché européen vis-à-vis des importations des pays tiers	33
de résidus (LMR) et des teneurs maximales en contaminants dans les denrées alimentaires	34
1.2.2. Evolution du cadre réglementaire des contrôles officiels	36
de fréquence des contrôles	37
de procédures d'échantillonnage	39
des moyens affectés aux points d'entrée	40 41
1.3.1. Les instruments de réglementation du pays importateur :	
norme sanitaire et système de contrôle à la frontière	41
sur la conformité à la norme sanitaire	42
1.3.3. Inspection à la frontière du pays importateur	43

1.4. Environnement réglementaire et choix d'investissement	
en pratiques agricoles	45
1.5. Co-gouvernance Nord-Sud du risque sanitaire	47
1.5.1. Conditions pour une co-gouvernance mutuellement	
avantageuse du risque sanitaire, effets sur la qualité	
des pratiques agricoles, taux de conformité et quantité importée	54
1.6. Conclusion	56
1.7. Annexe mathématique	57
1.8. Bibliographie	67
Chapitre 2. Sécurité des aliments et comportement des consommateurs :	
quelle rationalité?	73
Eric Giraud-Héraud, Magda Aguiar Fontes et Alexandra Seabra Pinto	1.
· · ·	
2.1. Introduction.	73
2.2. Eléments pour une théorie générale du comportement	
des consommateurs face au risque	76
2.2.1. Théorie classique du comportement	77
2.2.2. Biais comportementaux	78
2.2.3. Théorie des perspectives (<i>Prospect theory</i>)	80
2.2.4. Théorie du regret	82
2.2.5. Incertitude et aversion pour l'incertitude	83 85
2.3. Mesure des comportements dans le domaine alimentaire	87
2.3.1. Comportements observes durant les crises anmentaires	0 /
avec risques diffus	89
2.3.3. Mesure des croyances et perception du risque	92
2.4. Conclusion	92
2.5. Bibliographie	95
2.3. Dionographic).
Chapitre 3. Commerce international et référentiels volontaires	
de contrôle sanitaire en Europe	103
Karine LATOUCHE et Elodie ROUVIÈRE	
3.1. Introduction	103
3.2. La « Législation alimentaire générale » : vers une responsabilisation	102
accrue des obligations des opérateurs alimentaires	106
3.2.1. Nouvelles obligations réglementaires	106
3.2.2. Innovations organisationnelles dans les chaînes de valeur	100
3.3. L'équilibre entre respect de la réglementation publique	107
et élaboration des référentiels volontaires pour les opérateurs	
de l'offre alimentaire	112

3.3.1. Systèmes de co-régulation intra-filières : un exemple	112
3.3.2. Les référentiels volontaires privés : le pilotage par l'aval	113
3.4. Quelles conséquences de ces stratégies d'opérateurs	
sur l'ensemble des filières alimentaires ?	114
3.4.1. Référentiels volontaires privés et comportement	
à l'importation	115
3.4.2. Référentiels volontaires privés et comportement	
à l'exportation dans les pays du Nord	117
3.5. Conclusion	119
3.6. Bibliographie	120
Chapitre 4. Sécurité sanitaire et problématiques d'accès	
aux marchés européens : application à l'Afrique de l'Ouest	123
Cristina Grazia, Abdelhakim Hammoudi et Stefano Migliore	
4.1. Introduction	123
4.2. Etat des lieux des normes de sécurité sanitaire des aliments	127
4.2.1. Typologie des normes	128
4.2.1.1. Des obligations de résultats	128
4.2.1.2. Des obligations de moyens	128
4.2.2. Les normes dans le cadre multilatéral : l'Accord SPS	
et l'Accord OTC	129
4.2.3. La réglementation publique européenne	131
4.2.3.1. Principe de responsabilité	132
4.2.4. Les standards privés	133
4.3. Accès aux marchés internationaux : les aspects macro-économiques	134
4.3.1. Exportation des fruits et légumes de l'AfO vers l'UE	135
4.3.2. L'analyse des rejets	137
4.3.2.1. L'indicateur « nombre absolu de rejets »	138
4.3.2.2. « Fréquence » des rejets dans les flux commerciaux	
AfO-UE : les rejets par unité de volume importée	138
4.3.3. Evolution des exigences des pays de destination :	
analyse des notifications des mesures SPS et des problèmes	
commerciaux spécifiques	141
4.3.3.1. Communications des pays de l'AfO	
auprès du Comité SPS	142
4.4. Structures des filières d'exportation et accès au marché :	
aspects micro-économiques	144
4.4.1. Hétérogénéité des chaînes internationales et exclusion	
des producteurs : quelques études de cas	145

4.4.1.1. Une cartographie des filières d'exportation	1.46
en Afrique subsaharienne	149
4.4.1.2. Une enquête sur la filière d'exportation des fruits	1.50
et légumes frais au Sénégal	153
4.4.2. Hétérogénéité des chaînes de valeur et hétérogénéité	1.57
des modes de gouvernance de la sécurité des aliments	156
4.5. Conclusion	160
4.6. Bibliographie	163
Chapitre 5. L'impact de la certification GlobalGAP	
sur les producteurs de pays en développement :	
le cas de la production des litchis à Madagascar	169
Julie Subervie et Isabelle Vagneron	
5.1. Introduction	169
5.2. Vue d'ensemble de la filière litchi et de ses standards	173
5.2.1. Réglementations publiques et privées	1/2
pour l'accès au marché européen	173
5.2.2. La filière litchi	174
5.2.2.1. Les producteurs de litchis.	175
5.2.2.2. Les collecteurs	176
5.2.2.3. Les exportateurs	177
5.2.2.4. Les importateurs	177
5.2.2.5. Les détaillants.	178
5.2.3. Le rôle des bailleurs de fonds	178
5.3. Cadre d'analyse empirique	179
5.3.1. Modèle empirique.	179
5.3.2. Stratégie d'identification.	182
5.4. Présentation des données	184
5.4.1. Echantillon	184
5.4.2. Statistique descriptive	184
5.5. Résultats	186
5.5.1. Les déterminants de la participation des producteurs	
à la certification	186
5.5.2. La certification améliore-t-elle les performances	
commerciales des producteurs certifiés ?	186
5.6. Conclusion et discussion	191
5.7. Annexes	195
5.8 Bibliographie	200

Chapitre 6. Normes sanitaires internationales	
dans les pays tiers méditerranéens et coordination des filières	203
Fatima EL HADAD-GAUTHIER et Selma TOZANLI	
6.1. Introduction	203
6.2. Convergence des normes sanitaires et phytosanitaires	
entre les PPM et l'UE	205
6.3. Des contraintes fortes dans les filières des PPM	208
6.3.1. Les contraintes institutionnelles	208
6.3.2. Les contraintes structurelles relatives au fonctionnement	
des filières dans les PPM	209
6.3.2.1. Le sous-système agro-exportateur :	
une intégration avec le marché de l'UE, la convergence	
des normes est un processus en cours	209
6.3.2.2. Le sous-système traditionnel destiné	
au marché domestique : des dysfonctionnements structurels	
et des normes sanitaires à construire pour les produits	
destinés à l'approvisionnement des marchés locaux	210
6.4. Restructuration et coordination des filières agroalimentaires	
locales et rôle des investissements étrangers dans la diffusion	
des normes sanitaires internationales	212
6.5. Conclusion	215
6.6. Bibliographie	216
Chapitre 7. Politique de sécurité sanitaire des aliments	
dans les filières tunisiennes : nouveaux défis sur les marchés	
local et d'exportation	219
Abderraouf Laajimi	
7.1 Luta Academ	210
7.1. Introduction.	219
7.2. La sécurité sanitaire des aliments en Tunisie : une question	220
d'ordre économique	220
7.3. Un cadre réglementaire en évolution : entre les exigences	222
du local et la pression de l'international.	222
7.4. Le souci de la sécurité sanitaire et de la qualité des produits	224
alimentaires: des structures et des programmes qui accompagnent	224
7.4.1. Les programmes liés à la qualité et la sécurité alimentaire	224
7.4.2. La traçabilité : un chantier en cours	221
7.5. Filières locales et filières d'exportation :	
deux systèmes qui cohabitent mais qui évoluent	227
à des vitesses différentes	227
7.5.1. La commercialisation sur le marché local	
7.5.2. La distribution : un paysage qui se remodèle	228

7.5.3. L'export : s'agit-il d'une course aux référentiels ?	229
7.6. Principaux problèmes et difficultés	229
7.7. Conclusion	230
7.8. Bibliographie	231
Chapitre 8. Débats en cours outre-Atlantique sur les dispositifs	
de sécurité des aliments : le cas des Etats-Unis	233
Mechel S. PAGGI, Fumiko YAMAZAKI, Ronald D. KNUTSON,	233
Luis RIBERA et Marco PALMA	
8.1. Introduction	233
8.2. Organisations et institutions de sécurité sanitaire	235
8.2.1. Associations professionnelles agricoles	236
8.2.2. Les distributeurs de produits alimentaires	238
8.3. Evolution de la Loi américaine intitulée	
« Food Safety Modernization Act »	240
8.3.1. Qui supportera les coûts ?	243
8.3.2. Coûts supportés par le secteur privé	
pour la mise en conformité	243
8.3.3. Implications pour les importateurs américains	
de produits alimentaires frais	246
8.4. Conclusion	248
8.5. Bibliographie	250
Chapitre 9. Retour d'expériences : institutions internationales	253
Gretchen H. STANTON, Sylvie COULON, Isabelle NUTI, Lahsen ABABOUCH,	233
Guy STINGLHAMBER et Bruno SCHIFFERS	
•	
9.1. Sécurité sanitaire des aliments à l'échelle internationale :	
le rôle de l'Organisation mondiale du commerce	253
9.2. Standards privés : contraintes ou opportunités	
pour les producteurs ?	260
9.2.1. Introduction	260
9.2.2. Définition des standards ou normes privés	261
9.2.3. Les discussions sur les normes privées	
au sein du Comité SPS de l'OMC	263
9.2.4. La position de l'UE sur les normes privées	265
au sein du Comité SPS	265
9.2.5. Conclusion	265
9.3. Harmonisation des normes à l'international : réflexions	266
à la lumière de l'expérience de la FAO	266
9 3 1 100000000000	/ nn

exemples d'application dans le secteur de la pêche. 268 9.3.3. Conclusion. 273 0.4. Approche opérationnelle du PIP dans le soutien des petits producteurs africains face aux standards privés. 274 9.4.1. Les exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments condamnent-elles les petits producteurs des pays en voie de développement à disparaître de l'activité d'exportation? 274 9.4.1.1. Le contexte 274 9.4.1.2. L'émergence d'un standard « universel » en production primaire 275 9.4.1.3. Les conséquences de la course à la certification. 276 9.4.1.4. Quels avantages les entreprises d'exportation ACP tirent-elles néanmoins de leurs relations avec des petits producteurs? 276 9.4.2. Comment maintenir les petits producteurs ACP dans l'activité d'exportation de fruits et légumes sur le marché européen face à l'évolution rapide et radicale des règlementations et à l'inflation des exigences commerciales? 277 9.4.2.1. Barrières et freins au développement des exportations des pays ACP 279 9.4.2.2. Impact sur les petits producteurs des pays ACP dans la filière d'exportation: un équilibre difficile à trouver avec les exportateurs 280 9.4.2.4. Comment aider les exportateurs des pays ACP à prendre une décision d'intégration ou non des petits producteurs 282 9.4.3. La vision du Programme PIP et l'importance de l'engagement des entreprises d'exportation dans l'encadrement et la formation des petits producteurs 284 9.4.4. Conclusions 285 9.4.4.1. Les nouvelles règles ont créé une opportunité d'améliorer les liens entre le marché et les petits producteurs 285 9.4.4.2. Malgré dix années d'efforts, des menaces planent toujours sur la filière qui pourraient remettre en question les acquis des entreprises ACP 286 28. Normes européennes : entre protection des consommateurs et sauvegarde de l'accès des pays en développement ux marchés internationaux 288 9.5.1. Introduction 288	9.3.2. Harmonisation à l'international :	
9.3.3. Conclusion. 2.4. Approche opérationnelle du PIP dans le soutien des petits producteurs africains face aux standards privés 9.4.1. Les exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments condamnent-elles les petits producteurs des pays en voie de développement à disparaître de l'activité d'exportation? 9.4.1.1. Le contexte 9.4.1.2. L'émergence d'un standard « universel » en production primaire 9.4.1.3. Les conséquences de la course à la certification. 276 9.4.1.4. Quels avantages les entreprises d'exportation ACP tirent-elles néanmoins de leurs relations avec des petits producteurs? 9.4.2. Comment maintenir les petits producteurs ACP dans l'activité d'exportation de fruits et légumes sur le marché européen face à l'évolution rapide et radicale des règlementations et à l'inflation des exigences commerciales? 9.4.2.1. Barrières et freins au développement des exportations des pays ACP 9.4.2.2. Impact sur les petits producteurs des pays ACP 9.4.2.3. Maintenir les petits producteurs des pays ACP dans la filière d'exportation: un équilibre difficile à trouver avec les exportateurs 9.4.2.4. Comment aider les exportateurs des pays ACP à prendre une décision d'intégration ou non des petits producteurs 9.4.3. La vision du Programme PIP et l'importance de l'engagement des entreprises d'exportation dans l'encadrement et la formation des petits producteurs 9.4.4. Lonclusions 9.4.4. Les nouvelles règles ont créé une opportunité d'améliorer les liens entre le marché et les petits producteurs 9.4.4. Malgré dix années d'efforts, des menaces planent toujours sur la filière qui pourraient remettre en question les acquis des entreprises ACP 28. Oncres européennes: entre protection des consommateurs et sauvegarde de l'accès des pays en développement aux marchés internationaux 9.5.1. Introduction 288 9.5.1. Introduction 288		268
2.4. Approche opérationnelle du PIP dans le soutien des petits producteurs africains face aux standards privés		
des petits producteurs africains face aux standards privés 9.4.1. Les exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments condamnent-elles les petits producteurs des pays en voie de développement à disparaître de l'activité d'exportation? 9.4.1.1. Le contexte 9.4.1.2. L'émergence d'un standard « universel » en production primaire 275 9.4.1.3. Les conséquences de la course à la certification. 9.4.1.4. Quels avantages les entreprises d'exportation ACP tirent-elles néanmoins de leurs relations avec des petits producteurs? 9.4.2. Comment maintenir les petits producteurs ACP dans l'activité d'exportation de fruits et légumes sur le marché européen face à l'évolution rapide et radicale des règlementations et à l'inflation des exigences commerciales? 9.4.2.1. Barrières et freins au développement des exportations des pays ACP. 9.4.2.2. Impact sur les petits producteurs des pays ACP dans la filière d'exportation: un équilibre difficile à trouver avec les exportateurs. 9.4.2.4. Comment aider les exportateurs des pays ACP à prendre une décision d'intégration ou non des petits producteurs. 9.4.2.1. avision du Programme PIP et l'importance de l'engagement des entreprises d'exportation dans l'encadrement et la formation des petits producteurs. 9.4.3. La vision du Programme PIP et l'importance de l'engagement des entreprises d'exportation dans l'encadrement et la formation des petits producteurs. 9.4.4. Los nouvelles règles ont créé une opportunité d'améliorer les liens entre le marché et les petits producteurs 9.4.4. Malgré dix années d'efforts, des menaces planent toujours sur la filière qui pourraient remettre en question les acquis des entreprises ACP. 25. Normes européennes : entre protection des consommateurs et sauvegarde de l'accès des pays en développement aux marchés internationaux. 9.5.1. Introduction. 288		213
9.4.1. Les exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments condamnent-elles les petits producteurs des pays en voie de développement à disparaître de l'activité d'exportation? 274 9.4.1.1. Le contexte	11 1	274
condamnent-elles les petits producteurs des pays en voie de développement à disparaître de l'activité d'exportation?		27
de développement à disparaître de l'activité d'exportation? 274 9.4.1.1. Le contexte 274 9.4.1.2. L'émergence d'un standard « universel » en production primaire 275 9.4.1.3. Les conséquences de la course à la certification. 276 9.4.1.4. Quels avantages les entreprises d'exportation ACP tirent-elles néanmoins de leurs relations avec des petits producteurs? 276 9.4.2. Comment maintenir les petits producteurs ACP dans l'activité d'exportation de fruits et légumes sur le marché européen face à l'évolution rapide et radicale des règlementations et à l'inflation des exigences commerciales? 277 9.4.2.1. Barrières et freins au développement des exportations des pays ACP 279 9.4.2.2. Impact sur les petits producteurs des pays ACP 279 9.4.2.3. Maintenir les petits producteurs des pays ACP dans la filière d'exportation : un équilibre difficile à trouver avec les exportateurs 280 9.4.2.4. Comment aider les exportateurs des pays ACP à prendre une décision d'intégration ou non des petits producteurs. 282 9.4.3. La vision du Programme PIP et l'importance de l'engagement des entreprises d'exportation dans l'encadrement et la formation des petits producteurs 284 9.4.4. Conclusions 285 9.4.4.1. Les nouvelles règles ont créé une opportunité d'améliorer les liens entre le marché et les petits producteurs 285 9.4.4.2. Malgré dix années d'efforts, des menaces planent toujours sur la filière qui pourraient remettre en question les acquis des entreprises ACP 286 9.5. Normes européennes : entre protection des consommateurs et sauvegarde de l'accès des pays en développement aux marchés internationaux 288 9.5.1. Introduction 288		
9.4.1.1. Le contexte 9.4.1.2. L'émergence d'un standard « universel » en production primaire 9.4.1.3. Les conséquences de la course à la certification. 276 9.4.1.4. Quels avantages les entreprises d'exportation ACP tirent-elles néanmoins de leurs relations avec des petits producteurs? 9.4.2. Comment maintenir les petits producteurs ACP dans l'activité d'exportation de fruits et légumes sur le marché européen face à l'évolution rapide et radicale des règlementations et à l'inflation des exigences commerciales? 9.4.2.1. Barrières et freins au développement des exportations des pays ACP. 9.4.2.2. Impact sur les petits producteurs des pays ACP. 277 9.4.2.3. Maintenir les petits producteurs des pays ACP dans la filière d'exportation: un équilibre difficile à trouver avec les exportateurs 9.4.2.4. Comment aider les exportateurs des pays ACP à prendre une décision d'intégration ou non des petits producteurs. 282 9.4.3. La vision du Programme PIP et l'importance de l'engagement des entreprises d'exportation dans l'encadrement et la formation des petits producteurs. 284 9.4.4. Conclusions 9.4.4.1. Les nouvelles règles ont créé une opportunité d'améliorer les liens entre le marché et les petits producteurs 9.4.2. Malgré dix années d'efforts, des menaces planent toujours sur la filière qui pourraient remettre en question les acquis des entreprises ACP 25. Normes européennes: entre protection des consommateurs et sauvegarde de l'accès des pays en développement aux marchés internationaux. 288 9.5.1. Introduction 288		274
9.4.1.2. L'émergence d'un standard « universel » en production primaire		
en production primaire		
9.4.1.3. Les conséquences de la course à la certification. 9.4.1.4. Quels avantages les entreprises d'exportation ACP tirent-elles néanmoins de leurs relations avec des petits producteurs? 9.4.2. Comment maintenir les petits producteurs ACP dans l'activité d'exportation de fruits et légumes sur le marché européen face à l'inflation des exigences commerciales? 9.4.2.1. Barrières et freins au développement des exportations des pays ACP. 9.4.2.2. Impact sur les petits producteurs des pays ACP. 9.4.2.3. Maintenir les petits producteurs des pays ACP dans la filière d'exportation : un équilibre difficile à trouver avec les exportateurs. 9.4.2.4. Comment aider les exportateurs des pays ACP à prendre une décision d'intégration ou non des petits producteurs. 9.4.3. La vision du Programme PIP et l'importance de l'engagement des entreprises d'exportation dans l'encadrement et la formation des petits producteurs. 9.4.4. Conclusions 9.4.4.1. Les nouvelles règles ont créé une opportunité d'améliorer les liens entre le marché et les petits producteurs 9.4.4.2. Malgré dix années d'efforts, des menaces planent toujours sur la filière qui pourraient remettre en question les acquis des entreprises ACP. 9.5. Normes européennes : entre protection des consommateurs et sauvegarde de l'accès des pays en développement aux marchés internationaux. 288		275
9.4.1.4. Quels avantages les entreprises d'exportation ACP tirent-elles néanmoins de leurs relations avec des petits producteurs?		
tirent-elles néanmoins de leurs relations avec des petits producteurs?	•	
avec des petits producteurs?		
9.4.2. Comment maintenir les petits producteurs ACP dans l'activité d'exportation de fruits et légumes sur le marché européen face à l'évolution rapide et radicale des règlementations et à l'inflation des exigences commerciales ?		276
d'exportation de fruits et légumes sur le marché européen face à l'évolution rapide et radicale des règlementations et à l'inflation des exigences commerciales ?		
face à l'évolution rapide et radicale des règlementations et à l'inflation des exigences commerciales ?		
9.4.2.1. Barrières et freins au développement des exportations des pays ACP		
des pays ACP	et à l'inflation des exigences commerciales ?	277
9.4.2.2. Impact sur les petits producteurs des pays ACP 9.4.2.3. Maintenir les petits producteurs des pays ACP dans la filière d'exportation : un équilibre difficile à trouver avec les exportateurs	9.4.2.1. Barrières et freins au développement des exportations	
9.4.2.3. Maintenir les petits producteurs des pays ACP dans la filière d'exportation : un équilibre difficile à trouver avec les exportateurs	des pays ACP	277
dans la filière d'exportation : un équilibre difficile à trouver avec les exportateurs	9.4.2.2. Impact sur les petits producteurs des pays ACP	279
à trouver avec les exportateurs		
9.4.2.4. Comment aider les exportateurs des pays ACP à prendre une décision d'intégration ou non des petits producteurs		
à prendre une décision d'intégration ou non des petits producteurs		280
ou non des petits producteurs. 9.4.3. La vision du Programme PIP et l'importance de l'engagement des entreprises d'exportation dans l'encadrement et la formation des petits producteurs. 9.4.4. Conclusions. 9.4.4.1. Les nouvelles règles ont créé une opportunité d'améliorer les liens entre le marché et les petits producteurs. 9.4.4.2. Malgré dix années d'efforts, des menaces planent toujours sur la filière qui pourraient remettre en question les acquis des entreprises ACP. 9.5. Normes européennes : entre protection des consommateurs et sauvegarde de l'accès des pays en développement aux marchés internationaux. 9.5.1. Introduction. 282 283 284 285 286 286 287 288 288 288 288 288 288 288		
9.4.3. La vision du Programme PIP et l'importance de l'engagement des entreprises d'exportation dans l'encadrement et la formation des petits producteurs		
de l'engagement des entreprises d'exportation dans l'encadrement et la formation des petits producteurs		282
et la formation des petits producteurs		
9.4.4. Conclusions		
9.4.4.1. Les nouvelles règles ont créé une opportunité d'améliorer les liens entre le marché et les petits producteurs		
d'améliorer les liens entre le marché et les petits producteurs		285
9.4.4.2. Malgré dix années d'efforts, des menaces planent toujours sur la filière qui pourraient remettre en question les acquis des entreprises ACP		205
sur la filière qui pourraient remettre en question les acquis des entreprises ACP		285
des entreprises ACP		
9.5. Normes européennes : entre protection des consommateurs et sauvegarde de l'accès des pays en développement aux marchés internationaux		207
et sauvegarde de l'accès des pays en développement aux marchés internationaux		286
aux marchés internationaux		
9.5.1. Introduction		200
	9.5.1. Introduction	200

9.5.3. La problématique des standards internationaux au niveau	
de l'UE. Exemple de développement d'une norme :	
état des lieux et difficultés rencontrées	291
9.5.4. Conclusion	293
9.6. Bibliographie	293
Chapitre 10. Retour d'expériences : opérateurs privés	
et organismes d'accompagnement et de soutien	295
Cheikh NGANE, Véronique LE BAIL, Ruth NYAGAH, George WATENE	
et Layachi MOHAMED NAJIB	
10.1. Le rôle des organisations professionnelles dans l'adaptation	
aux normes internationales : une expérience sénégalaise	295
10.1.1. Introduction	295
10.1.2. Les barrières non tarifaires comme obstacles	
au développement des exportations horticoles du Sénégal	297
10.1.3. Le rôle et l'évolution des organisations professionnelles	
des exportations au Sénégal	299
10.2. Sécurité des aliments et organisation du secteur de l'importation	
de fruits et légumes en France : l'approche de la CSIF	302
10.2.1. Introduction.	302
10.2.2. La démarche FeL Partenariat	303
10.3. Adaptation des petits producteurs kenyans aux standards	205
de sécurité sanitaire, compétitivité et accès au marché	305
10.3.1. Introduction.	305
10.3.2. Les défis de mise en conformité des petits producteurs	205
et leurs éventuels impacts pour l'accès au marché	307
10.3.3. Défis liés au respect durable des normes existantes	307
10.3.4. Meilleures pratiques proposées dans le cadre de notre mission.	200
	308 310
10.3.5. Conclusion	310
le modèle marocain	311
10.4.1. Le contexte	311
10.4.2. Présentation de l'EACCE	312
10.4.3. Stratégies et acteurs	313
10.4.3. Strategies et acteurs	313
Conclusion	317
Abdelhakim Hammoudi, Cristina Grazia et Yves Surry	211
,	
Index	323
HIULA	シムン

Les crises sanitaires de ces dernières années (*E. coli*, vache folle, poulet à la dioxine) ont fait prendre conscience de façon particulièrement violente des dangers liés à un développement non maîtrisé de systèmes agricoles intensifs et fortement industrialisés. L'évolution de la régulation au niveau international se heurte cependant à la difficulté de concilier, d'une part, l'efficacité des mesures sur le plan sanitaire et, d'autre part, l'assurance d'un bon fonctionnement de l'activité économique.

Cet ouvrage propose un état des lieux des démarches de sécurité des aliments existantes ainsi qu'une série d'analyses critiques sur les méthodes et les instruments de régulation utilisés aux niveaux national et international dans le contexte actuel de forte interdépendance des économies des pays en développement et des pays développés. Une des originalités de cet ouvrage consiste dans la mise en perspective d'analyses de chercheurs et des retours d'expérience de professionnels des deux hémisphères du globe et d'institutionnels directement concernés par la question.

Sécurité sanitaire des aliments s'adresse à tous les acteurs de l'agroalimentaire qu'ils soient étudiants, industriels ou chercheurs.

Abdelhakim Hammoudi est Docteur de l'École des Ponts et chaussées de Paris. Chercheur à l'INRA, il est spécialiste d'économie industrielle agroalimentaire et des questions liées à la qualité des aliments.

Cristina Grazia est chercheuse à l'Université de Bologne et spécialiste des questions agricoles et agroalimentaires en lien avec l'organisation des filières et le développement durable.

Yves Surry est professeur de politique agricole et de commerce international à l'Université des sciences agronomiques de Suède à Uppsala. Spécialiste de la modélisation des secteurs agroalimentaires, il effectue aussi des recherches sur l'évaluation des politiques agricoles de l'Union européenne.

